

**Déploiement Règlement 39.7 et 39.8 et RSN**

**Rencontre répondants DSI-DSM**

Par Teams le 2 novembre 2023

10 h 30 à 12 h

SUJETS	Compte rendu
1. Mot de bienvenue	Karine Labarre (KL) souhaite la bienvenue aux répondants. L'enregistrement est débuté.
2. Présentation de l'ordre du jour	Aucun ajout n'est proposé à l'ordre du jour.
<p><b>3. Déploiement : points de suivi</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Communication aux DPJ et DPJe - Position CRJDA</li> <li>b. Modifications réglementaires</li> <li>c. Organismes offrant du répit et trajectoire de communication</li> <li>d. État de situation - Registre informatisé du CIUSSS du Saguenay Lac-Saint-Jean</li> </ul> <p>Enjeux pharmacies communautaires et logiciels informatisés d'administration des médicaments</p>	<p><b>a. COMMUNICATION AUX DPJ ET DPJE - POSITION CRJDA</b></p> <p>Retour sur une communication acheminée aux DPJ et DPJe ainsi qu'aux répondants des RI-RTF pour les ressources accueillant des clientèles jeunes.</p> <p>K. Labarre rappelle que des travaux ont été menés aux MSSS pour adresser les enjeux relatifs au déploiement de la formation obligatoire dans les CRJDA (centres jeunesse). Nous avons examiné des stratégies qui tiennent compte que 100% de la clientèle n'est pas en administration des médicaments et qu'une majorité est en distribution. Il a été estimé qu'entre 10% et 35% de la clientèle pourrait être en administration des médicaments dans ces lieux.</p> <p>Ainsi, 100% des éducateurs spécialisés ne seront pas formés dans ces lieux. Les gestionnaires doivent toutefois s'assurer d'avoir en tout temps des personnes formées, supervisées et autorisées qui peuvent administrer des médicaments. Les établissements doivent donc opter pour une stratégie de formation qui répond aux besoins des jeunes hébergés sur leur territoire.</p> <p><b>Questions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur quels critères distinguons-nous qu'un jeune est en administration versus en distribution?</li> <li>- Enjeux en lien avec les médicaments en vente libre</li> </ul> <p><b>Réponses :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La définition de l'administration versus la distribution des médicaments est celle que l'on retrouve dans la RSN. C'est la même définition pour toutes les clientèles. L'évaluation peut être requise pour déterminer si la personne est en administration ou en distribution. Il faut donc se référer à la RSN.</li> <li>- Les médicaments en vente libre ne sont pas des médicaments réglementés. On recommande qu'il y ait des directives en présence de complexité et de polymédication mais il s'agit d'une</li> </ul>

SUJETS	Compte rendu
	<p>recommandation. À cet effet, le MSSS réfère les répondants à la RSN.</p> <p><b>Question</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Est-ce qu'il est prévu d'avoir un formulaire pour la distribution des médicaments comme dans le <i>Cadre de référence en milieu scolaire</i> et non seulement pour l'administration des médicaments?</li> </ul> <p><b>Réponse</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il est prévu d'analyser cette demande lors de la révision de la RSN</li> </ul> <p><b>b. MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES</b></p> <p>Nous attendons toujours la publication des modifications réglementaires. Nous informerons les répondants dès que ces modifications seront publiées.</p> <p><b>c. ORGANISMES OFFRANT DU RÉPIT ET TRAJECTOIRE DE COMMUNICATION</b></p> <p>Nous avons eu des rencontres avec le Baluchon Répit Long Terme et Répit Québec qui regroupe plusieurs organismes de répit. Il a été porté à l'attention du MSSS un enjeu de communication entre les lieux de répit et les établissements. Le MSSS demande que des trajectoires de communication soit établies dans les établissements afin que ces organismes puissent communiquer leur besoin de formation et ce, même lorsqu'ils ne sont pas en lien direct avec les établissements.</p> <p>K. Labarre demande aux établissements quelles sont les stratégies mises en place à cet effet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il est rapporté que c'est un défi majeur et que l'on se tourne vers les DSI pour le résoudre alors que c'est bien au-delà de l'offre de service des DSI. Il semble que les directions des établissements qui travaillent avec ces organismes n'ont pas défini leur offre de services.</li> <li>- Des milieux de répit offrent des services à la clientèle provenant de différents CIUSSS et il y a des enjeux à former des aides-soignants provenant de d'autres territoire.</li> </ul> <p><b>Réponse :</b> Le MSSS rappelle que la clientèle et les aides-soignants peuvent se déplacer d'un territoire à l'autre et qu'il s'agit de la même formation. L'entraide entre les établissements est de mise tout en tenant compte des enjeux de capacités.</p> <p>K. Labarre rappelle que lors d'une rencontre précédente, nous avons présenté la trajectoire à suivre par les organismes afin de valider auprès de leur centre local à l'emploi les subventions disponibles concernant la formation de leurs employés. Elle réfère les répondants au compte-rendu où ce sujet fut abordé.</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p><b>d. ÉTAT DE SITUATION - REGISTRE INFORMATISÉ DU CIUSSS DU SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN</b>  Dans le cadre du déploiement de ce registre au CIUSSS SLSJ, la validation et l'entrée de données sont en cours. Sabrina Bouchard mentionne que son équipe et elle seront en mesure de présenter le registre et les résultats de la validation lors de la prochaine rencontre des répondants soit en décembre.</p> <p><b>e. ENJEUX PHARMACIES COMMUNAUTAIRES ET LOGICIELS INFORMATISÉS D'ADMINISTRATION DES MÉDICAMENTS</b>  Afin de tenir une rencontre spécifique sur les enjeux rapportés relatifs aux pharmacies communautaires et logiciels informatisés d'administration des médicaments, la DSSI a interpellé la Direction des affaires pharmaceutiques et du médicament du MSSS afin qu'elle soit présente puisque plusieurs enjeux relèvent de cette direction.</p> <p>Il est précisé que ce sont les enjeux nationaux qui seront abordés lors de cette rencontre. Celle-ci a été déplacée au 14 novembre prochain en raison de la grève annoncée la semaine précédente. Une répondante demande si cela est possible d'inviter les pharmaciens des établissements impliqués dans ce dossier. K. Labarre acquiesce positivement à cette demande et invite les établissements à transférer l'invitation si pertinent.</p>
<p><b>4. Formation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Présentation des résultats reddition de compte de la formation de formateurs P3 2023-2024</li> <li>b. Présentation des résultats de la reddition de compte de la formation des aides-soignants P5 2023-2024</li> <li>c. Prochaines redditions de compte P9 : points de rappel</li> <li>d. Prochaines et dernières formations de formateurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 30 novembre 2023</li> <li>- 21 février et 15 mai 2024</li> </ul> </li> <li>e. Formation pour habilitation des professionnels à confier des activités de soins</li> </ul>	<p><b>A. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS REDDITION DE COMPTE DE LA FORMATION DE FORMATEURS P3 2023-2024</b>  K. Labarre présente les résultats d'analyse des données recueillies à la P3. Le document a été déposé dans l'entrée d'agenda de la rencontre. Elle précise que cette reddition de compte sera acheminée aux directions concernées du MSSS afin qu'elle soit transmise aux tables nationales.</p> <p>On dénombre à ce jour, 476 formateurs formés pour l'ensemble des secteurs par les établissements. Le secteur où il y a le plus grand nombre de formateurs est SAPA. Aussi, on relate que 93 formateurs ont été formés dans le programme jeunes en difficultés alors seulement trois établissements ont rapporté avoir débuté la formation d'aide-soignant dans ce programme service clientèle. Par ailleurs, on constate que le nombre d'infirmières auxiliaires formatrices a considérablement augmenté depuis la dernière reddition de compte et à la suite des intervenants visant à informer que celles-ci peuvent être formatrices.</p> <p>Elle précise de ne pas oublier de colliger les données cumulatives pour la P9 et d'inscrire le nombre de formateurs distincts. dans le tableau.</p>

SUJETS	Compte rendu
<p>f. Diplômes et attestations de formation (J. Laplante, CISSS Montérégie-est)</p> <p>g. Formation des aides-soignants détenant un « chèque emploi-service » (S. Roy, CISSS Chaudière-Appalaches)</p>	<p><b>B. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE LA REDDITION DE COMPTE DE LA FORMATION DES AIDES-SOIGNANTS P5 2023-2024</b></p> <p>K. Labarre présente les résultats d'analyse des données recueillies à la P5. Le document a été déposé dans l'entrée d'agenda de la rencontre. Elle précise qu'il s'agit d'une reddition de compte qui vise à répertorier le déploiement de la formation obligatoire de 14 h et non les autres types de formation offertes par les établissements.</p> <p>Au moment de cette reddition de compte, il y avait quatre établissements qui n'avaient pas déployé la formation. Des suivis ont été effectués auprès des établissements concernés. Le nombre total d'aides-soignants formés est de 4546 dont 75% d'entre eux ont été formés par les établissements et 25% par les centres de formation professionnelle.</p> <p><b>C. PROCHAINES REDDITIONS DE COMPTE P9 : POINTS DE RAPPEL</b></p> <p>Un rappel de la prochaine période de reddition de compte pour les formateurs comme pour les aides-soignants est fait aux répondants.</p> <p><b>D. PROCHAINES ET DERNIÈRES FORMATIONS DE FORMATEURS</b></p> <p>Le 30 novembre est la dernière date de formation de formateurs offerte avant les fêtes. Les établissements peuvent toujours y inscrire des futurs formateurs.</p> <p>Le MSSS annonce également que les deux dernières dates de formation avec la Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) seront le 21 février et le 15 mai 2024. Par la suite, les formations de formateurs seront offertes par les établissements. À la suite d'une demande des établissements, nous examinerons avec la FCSSQ la possibilité de partager aux établissements du RSSS l'enregistrement de l'une des deux dernières rencontres.</p> <p><b>E. FORMATION POUR HABILITATION DES PROFESSIONNELS À CONFIER DES ACTIVITÉS DE SOINS</b></p> <p>Nous souhaitons rendre disponible les modules 1 et 2 de la formation en cours d'élaboration pour le mois de décembre. Il s'agit des modules de tronc communs soit ceux sur le cadre légal et réglementaire ainsi que sur les rôles et responsabilités des professionnels habilités visés. Ces modules seront également accessibles aux autres professionnelles afin qu'ils connaissent mieux ce cadre légal comme l'avaient exprimé les répondants.</p> <p>Le travail exceptionnel des co-leader Sylvie Décarie et Amélie Lacroix est souligné.</p> <p><b>Question</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il est demandé si l'utilisation de cette formation sera obligatoire pour les établissements et si les</li> </ul>

SUJETS	Compte rendu
	<p>établissements pourront poursuivre avec la formation qu'ils ont développé.</p> <p><b>Réponse</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cette formation provient d'une demande des établissements afin d'éviter d'élaborer de multiples formations à ce sujet. Il ne s'agit toutefois pas d'une formation obligatoire. Nous avons soumis cette proposition aux tables nationales des DSI et des DSM ce qui avait été accueilli favorablement par celles-ci. Cette formation vise donc à répondre aux besoins des établissements notamment en lien avec l'importante mobilité de main d'œuvre.</li> </ul> <p><b>F. DIPLÔMES ET ATTESTATIONS DE FORMATION (J. LAPLANTE, CISSS MONTÉRÉGIE-EST)</b></p> <p>Un enjeu quant à la validation des diplômes de formation pour s'assurer de leur véracité est rapporté. Cela n'est pas clair non plus à qui revient la responsabilité de la validation des ces attestations de formation. Mme Laplante se demande si d'autres établissements rencontrent ces enjeux.</p> <p>K. Labarre précise qu'en plus de ces enjeux rapportés, il a été amené à l'attention du MSSS les enjeux relatifs aux formations offertes (aussi appelées formation «Loi 90 » par les centres de formation privés. Le MSSS procède actuellement à des validations en ce sens auprès du MEQ. Rappelons que les seules formations acceptées au 31 mars 2024 seront celles reconnues par le MSSS et le MEQ.</p> <p>L'enjeu de validation des diplômes est corroboré par plusieurs établissements. Il y a un manque de capacité de gestion de ces diplômes. Cet enjeu fait ressortir les besoins d'un registre de formation national. Un établissement a déterminé qu'en l'absence de preuve officielle d'avoir complété le 14 h de formation, ils obligent les aides-soignants à refaire la formation.</p> <p>Un établissement dirige les personnes qui reçoivent des formations via les centres de formation professionnelle (CFP) vers les mécanismes de reconnaissance officielle des acquis des CFP.</p> <p><b>G. FORMATION DES AIDES-SOIGNANTS DÉTENANT UN « CHÈQUE EMPLOI-SERVICE » (S. ROY, CISSS CHAUDIÈRE-APPALACHES)</b></p> <p>Des enjeux majeurs sont rapportés quant à la formation des personnes recevant un CES. Du côté de SAPA, l'on mentionne que cette formation peut décourager une personne à donner des soins. S. Roy questionne les stratégies des établissements afin de répondre à cet enjeu.</p> <p>K. Labarre précise que cet élément a été rapporté à la table nationale des directeurs SAD. Nous avons demandé une modification à cet effet auprès de l'OPQ mais les ordres et l'OPQ ont décidé de maintenir cette formation dans une logique de protection du public. Il importe de rappeler que ces personnes</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>peuvent avoir à effectuer des soins auprès de d'autres personnes ou encore obtenir un emploi dans un autre lieu comme une RI ou une RPA. Cette mesure vise à assurer la qualité et la sécurité des soins offerts par les aides-soignants et ce, dans tous les lieux autorisés.</p> <p>Un établissement mentionne que cela ne sera pas possible de répondre à cette exigence. Le MSSS réitère que le cadre juridique et réglementaire est clair et précis et que la position sur la qualité et la sécurité des soins prévaut. Un établissement rapporte qu'à la table des directeurs SAD, des directeurs ont compris que l'exigence de la formation pour les CES serait éventuellement retirée. K. Labarre mentionne qu'elle fera un retour auprès des collègues responsables de cette table nationale pour s'assurer de la bonne compréhension de tous et éviter les interprétations erronées.</p>
<p><b>5. Activités de soins confiées</b></p> <p>a. Application de crème TRIAD (M. Rouleau, CIUSSS Côte-Nord)</p>	<p>Mélanie Rouleau questionne les répondants concernant leur positionnement concernant la crème TRIAD qui est considéré comme un pansement. Elle se demande si des établissements confient l'application de cette crème à des aides-soignants.</p> <p>Les établissements sont unanimes qu'il s'agit bien d'une crème considérée comme un pansement et non une crème barrière. Cette activité de soins n'est pas confiée aux aides-soignants.</p>
<p><b>6. Varia</b></p> <p>b. Registre national perspective (G. Thibault, CIUSSS Capitale-Nationale)</p> <p>c. Modèle lettre d'entente avec le milieu scolaire</p> <p>d. Programme Services intégrés périnatalité et petite-enfance (famille vulnérable)</p>	<p><b>A. REGISTRE NATIONAL PERSPECTIVE (G. THIBAUT, CIUSSS CAPITALE-NATIONALE)</b>  Nous attendrons le suivi du CIUSSS SLSJ à cet effet. De plus, une demande sera effectuée auprès de la DGTI ministérielle pour amorcer des travaux pour le développement d'un logiciel en lien avec le besoin exprimé.</p> <p><b>B. MODÈLE LETTRE D'ENTENTE AVEC LE MILIEU SCOLAIRE</b>  Au niveau national, il n'y aura pas de modèle spécifique. Précisons qu'il peut s'agir d'entente de collaboration. Le Règlement précise les éléments qui doivent se retrouver dans cette entente.</p> <p><b>C. PROGRAMME SERVICES INTÉGRÉS PÉRINATALITÉ ET PETITE-ENFANCE (FAMILLE VULNÉRABLE)</b>  Ce point a été demandé par un établissement. Il semble que la personne qui a demandé ce point ne soit pas présente à la rencontre. Celui-ci sera donc reporté à une rencontre ultérieure.</p>
<p><b>a. Planification de la prochaine rencontre des répondants DSI-DSM</b></p>	<p>La prochaine rencontre régulière se tiendra le 5 décembre prochain de 10 h à 12 h.</p>